

Paris, le 19 novembre 2018

**COMPTE RENDU
REUNION DES ASSOCIATIONS
TERRITORIALES**

Mardi 6 novembre 2018

ETAIENT PRESENTS

ACAP - POLE REGIONAL IMAGE (Hauts-de-France) représentée par **Luigi MAGRI**
ACCILR (Occitanie), représentée par **Vincent KOPF**
ACIEST (Grand Est), représentée par **Denis BLUM**
ACOR (Bretagne), représentée par **Antoine GLEMAIN**
ACREAMP (Occitanie), représentée par **Luc CABASSOT**
ANCI (Auvergne-Rhône-Alpes), représentée par **Vincent KOPF**
CINA (Nouvelle-Aquitaine), représentée par **Rafael MAESTRO**
CINEMAS 93 (Ile-de-France) représentée par **Vincent MERLIN**
GRAC (Auvergne Rhône-Alpes), représentée par **Juliette BOUTIN**
GRAINES D'IMAGES (Pays-de-la-Loire) représentée par **Laurent DUFEU**
LES ECRANS (Auvergne-Rhône-Alpes), représentée par **Cyril DESIRE**
MACAO 7^{eme} Art (Normandie) représentée par **Agathe FOURCIN**
PLEIN CHAMP (Auvergne-Rhône-Alpes) représentée par **Fabienne WEIDMANN**

ETAIENT EXCUSES

ACC (Centre), représentée par **Nathalie FERRAND**
ACPG (Nouvelle-Aquitaine), représentée par **Jérôme MASCOTTO**
ACRIRA (Auvergne-Rhône-Alpes), représentée par **Jacques RICHER & Catherine CASSARO**
APCAG (Guadeloupe), représentée par **Marie-Claude PERNELLE**
ATMOSPHERE 53 (Pays-de-la-Loire), représentée par **Imad MAKHZOUM**
CINÉMA 35 (Bretagne), représentée par **Christian COSTE**
CINÉPHARE (Bretagne), représentée par **OLIVIER BITOUN**
CINÉMAS DU SUD & TILT (Sud), représentée par **Vincent THABOUREY**
CINEMAS INDEPENDANTS de BOURGOGNE et de FRANCHE COMTE (Bourgogne-Franche-Comté), représentée par **Evelyne HAMARD-MANET** et **Léa DALOZ**
ECRANS VO représentée par **Yves BOUVERET**
DE LA SUITE DANS LES IMAGES (Hauts-de-France) représentée par **David BROUTIN**
DU CINÉMA PLEIN MON CARTABLE (Nouvelle-Aquitaine), représentée par **Anthony ROUSSEL**
LA RÈGLE DU JEU (Bretagne), représentée par **Alain DURAND**
LE RECIT (ex ALSACE CINEMAS) (Grand Est) représentée par **Stéphanie DALFEUR**
OBJECTIF CINÉ 64 (Nouvelle-Aquitaine) représentée par **Raphaël JAQUEROD**

Y ASSISTAIENT

Renaud LAVILLE (Délégué général) et **Aurèlie BORDIER** (adjointe Communication et Actions) pour l'AFCAE

Nadège LAUZZANA (membre du Bureau de l'ADRC au titre des collectivités)

Jean-Michel GEVAUDAN (Délégué général ADRC)

Benoît GAURIAU (correspondant régions Nord et Est ADRC)

Adrien SOUSTRE (Correspondant région Sud-Ouest ADRC)

ORDRE DU JOUR

1. Point général – actualités du secteur
2. Échanges sur l'évolution des missions de l'ADRC en présence des représentants de l'ADRC
3. Mise en place d'un calendrier des prévisionnements et d'un calendrier des formations
4. Coordination nationale des dispositifs scolaires : appel à initiative du CNC, échanges avec Les Enfants de Cinéma
5. Composition des nouvelles Commissions Art et Essai
6. Modernisation des soutiens AFCAE : Retours sur les outils existants / Attentes sur les outils à venir.

Rafael MAESTRO, responsable du Groupe, a ouvert la séance à 10h15.

1. Point général – actualités du secteur

Renaud LAVILLE fait un résumé des actualités du secteur en commençant par la **chronologie des médias**. Suite à la rupture des négociations par Canal+ sur l'accord de 2015 concernant ses obligations de financement du cinéma (qui conditionnait l'engagement sur la chronologie), l'accord sur la chronologie risque de ne pas aboutir. Il rappelle les modalités de l'accord discutées depuis des mois : fenêtre après exploitation en salle à 4 mois avec une possibilité de dérogation à 3 mois pour les œuvres ayant généré moins de 100 000 entrées sur ses 4 premières semaines d'exploitation.

[Depuis la réunion des associations, Canal + a signé un nouvel accord avec le cinéma français le 8 novembre à Dijon, qui pourrait permettre d'avancer finalement sur la nouvelle chronologie des médias.]

Renaud LAVILLE rappelle l'objectif du **comité de concertation** qui est notamment de mettre fin au délai de la 5ème semaine pour l'accès aux films des établissements de la petite exploitation.

Le comité devra prochainement statuer sur cette question. Le CNC souhaite également revoir le calendrier de sorties des films (ce qui paraît très complexe juridiquement à réformer) et également traiter la question récurrente des contrats écrits sur les locations. **Renaud LAVILLE** évoque l'idée de conditions générales de location, à condition qu'elles puissent être adaptées à la nature du film, à la typologie de l'établissement notamment. Ce qui suppose une concertation professionnelle précise en amont.

Observatoire Numérique pour la petite et moyenne Exploitation : le travail mené par le groupe autour de l'enquête sur l'équipement numérique (près de 600 établissements, représentant 1100 écrans, ont répondu au questionnaire) fut important et nécessaire.

S'il n'existe pas d'urgence générale au rééquipement des salles, il n'en demeure pas moins nécessaire d'étudier les contours de dispositifs nouveaux, dont la création d'un fonds d'urgence afin d'éviter les fermetures « techniques » des salles de cinéma. Au-delà, le CNC souhaite encore disposer de quelques mois pour imaginer un dispositif de soutien général et prévoir son mode de financement dans un contexte budgétaire contraint. Une attention particulière sera également portée sur les enjeux de formations comme la maintenance des équipements et les relations objectives avec les intégrateurs.

L'échange qui suit permet de rappeler d'associer les Régions à cette réflexion. L'année 2019 servira de concertation avant la prochaine période de convention triennale 2020/2022.

2. Échanges sur l'évolution des missions de l'ADRC en présence des représentants de l'ADRC

Le CNC a demandé à l'ADRC de construire une stratégie à 3-5 ans dans le cadre de la fin de la période de collecte des contributions numériques. Un document doit être rédigé en décembre 2018.

Nadège LAUZANNA, membre du Bureau de l'ADRC, fait un rappel des missions de l'Agence. Il est question de renforcer les missions fondamentales de l'ADRC dans le projet stratégique qui sera présenté au CNC. Raison pour laquelle l'ADRC a lancé une vaste vague de concertation avec tous les professionnels concernés.

Des échanges nourris ont lieu entre l'ADRC et le groupe, notamment sur l'enjeu du département conseil et architecture. Il convient également de rappeler que les salles de cinéma, par leur présence territoriale in situ des villes moyennes et en cœur de ville, peuvent bénéficier d'un accompagnement public autre que celui des simples aides culturelles des collectivités (jeunesse et aménagement du territoire notamment).

Il apparaît également important d'organiser des *Eductour* des cinémas rénovés en direction des élus en réflexion de modernisation ou d'extension de leurs salles de cinéma.

Sur les enjeux de diffusion, il est rappelé les actions de l'Agence : avec le soutien à l'accès aux films auprès de 1500 établissements, sur plus de 200 films par an.

Une partie des échanges concernant le besoin d'accompagnement des salles sur l'animation et la communication des films patrimoine et répertoire, sur les problématiques des salles en concurrence avec les principaux circuits. **Jean-Michel GEVAUDAN** fait également état des déséquilibres structurels et géographiques dans l'accès aux films des salles.

Vincent MERLIN évoque les problématiques spécifiques des cinémas de la région parisienne.

Renaud LAVILLE souligne l'enjeu politique pour l'AFCAE de travailler sur la modernisation des salles des territoires. L'AFCAE y travaille actuellement et il serait opportun que toutes les organisations représentatives de salles, dont l'ADRC, collaborent ensemble sur ce dossier.

En conclusion des échanges, **Nadège LAUZANNA** rappelle que l'ADRC souhaite définir de nouveaux axes de travail, mettre de nouveaux outils en place à cette intention, et la nécessaire collaboration avec les associations territoriales.

3. Mise en place d'un calendrier des prévisionnements et d'un calendrier des formations

Depuis plusieurs mois, le groupe a le projet d'élaborer un calendrier des prévisionnements, commun aux associations territoriales. Ce planning annuel centralisé et coordonné par l'AFCAE, serait accessible aux associations territoriales et aux adhérents depuis le site internet de l'AFCAE, sur l'espace adhérent.

Un onglet « calendrier » serait ajouté en dessous de l'onglet « associations territoriales » déjà existant.

Le calendrier serait élaboré plusieurs mois à l'avance, les événements seraient listés et détaillés par mois comme ci-après :

* Visionnement + nom de l'association territoriale + date + lieu (salle de cinéma & ville). Serait "ancré" un lien URL fourni par les associations qui contiendra le formulaire d'inscription et/ou le programme, ou bien sera ancré un document PDF contenant le programme.

Il sera également précisé s'il s'agit de réunions et/ou rencontres professionnelles et/ou sessions de formation.

4. Coordination nationale des dispositifs scolaires : appel à initiative du CNC, échanges avec *Les Enfants de Cinéma*

Luigi MAGRI, membre du Conseil d'administration de l'association des *Enfants de Cinéma*, restitue les conditions de l'appel à initiative lancé par le CNC afin de coordonner nationalement les dispositifs scolaires *Ecole et cinéma* et *Collège au cinéma* (rapprochement avec les Pôles régionaux d'éducation, articulation avec le hors-temps scolaire, évolution des documents pédagogiques enseignants et élèves, et dégressivité du soutien financier du CNC à 75% à moyen terme indiquant clairement la nécessaire création de produits d'activités pour la structure retenue).

Le CNC semble souhaiter, à terme, mettre en place une Agence nationale de l'éducation artistique et culturelle en matière de cinéma.

Rafael MAESTRO et **Renaud LAVILLE**, pour l'AFCAE, font état des échanges avec le CNC et *Les Enfants de Cinéma* sur ce dossier. Un courrier de l'AFCAE a été adressé au CNC pour dire la volonté de l'AFCAE de contribuer à une coordination renouvelée, tout en souhaitant que celle-ci continue de s'appuyer sur ce qui a fait son succès en plus de 20 ans.

L'association *Les Enfants de cinéma* va répondre à cet appel à initiative, en structurant une proposition axée sur une nouvelle gouvernance, la modernisation des outils, une meilleure communication.

Ont suivi des débats nourris sur l'éducation à l'image, dont l'intervention de **Luc CABASSOT** au sujet de la nouvelle plateforme *Ciné-lycée*. L'objectif est d'implanter un ciné-club dans tous les lycées à horizon 2022 avec le concours d'un grand plan de services civiques mené par le CNC pour un coût de 2,5 millions d'euros. 209 ciné-clubs ont été actifs en 2017-2018 avec le concours de 850 jeunes en service civique.

La plateforme cinema.lesite.tv répertorie des films spécifiquement dédiés aux lycéens. Pour information le lien du dossier de presse [ici](#).

5. Composition des nouvelles Commissions Art et Essai

Renaud LAVILLE fait un point sur la composition des prochaines commissions régionales Art et Essai.

Une nouvelle présidente de Commission nationale vient d'être nommée, **Sophie-Justin LIEBER**. A compter de 2019, 5 commissions régionales seront nommées, au lieu de 7. Elles donneront des avis définitifs, la commission nationale n'étant plus en charge que des appels et cas spécifiques.

Rafael MAESTRO rappelle l'importance de la représentation de toutes les formes d'exploitation dans ces commissions. Une réunion est organisée au CNC le 14 novembre avec l'AFCAE, la FNCF, le SCARE et le GNCR.

6. Modernisation des soutiens AFCAE : retours sur les outils existants & attentes sur les outils à venir

L'AFCAE réfléchit à la modernisation des documents de soutien, notamment les documents de soutien sur les films inédits qui n'ont pas évolué depuis plus de 20 ans.

Renaud LAVILLE rappelle l'actuel questionnement de l'AFCAE sur la nature et les contraintes chronologiques.

Sont notamment évoqués :

- Les problématiques du conditionnement (actuellement à 250) = demande du groupe à 50/75 ou 100 par paquet.
- Les coûts de transports (imprimeur vers l'association territoriale et association territoriale vers la salle de cinéma).

- En complément des documents papier (nouveau format, nouvelle maquette), l'AFCAE a produit en 2018 des pastilles numériques pour soutenir 4 films (*Parvana*, *Woman at war*, *Girl*, *Nos batailles*) : interview du réalisateur et intégration du film annonce, visible sur la [plateforme Vimeo](#) de l'AFCAE et disponible en DCP sur le serveur FTP de l'AFCAE (codes accès sur l'espace adhérent du site de l'AFCAE) et CINEGO.
- Afin de répondre au mieux à ce souhait de réforme des soutiens, il est prévu de soumettre un questionnaire aux adhérents et aux distributeurs au sujet des documents de soutien aux films, et ce dès le début de l'année 2019.

7. Questions diverses

La réunion se termine sur le sujet du *pass culture*, actuellement en test dans 5 départements dont la Seine-Saint-Denis avec l'intervention de **Vincent MERLIN** sur les réunions organisées par la start-up d'État et les différents niveaux de collectivités (CD93, EPCI et villes), générant une « commande politique » pour sa structure afin que les adhérents de Cinémas 93 soient positivement engagés dans cette démarche.

La prochaine réunion est prévue à l'AFCAE, le mardi 8 janvier 2019.